

La fin du Réseau Voltaire

Par Michel Sitbon, Gilles Alfonsi et Jean-Luc Guilhem

Comment un réseau d'information et de lutte anti-fasciste, de dénonciation de tous les intégrismes, peut-il basculer au point de faire alliance avec un négateur des chambres à gaz, au point de cautionner les pires régimes religieux autoritaires ?

Trois ex-membres de la direction du Réseau Voltaire, qu'ils viennent de quitter, retracent minutieusement l'histoire d'une dérive.

Nous accueillons cette éclairante réflexion de Michel Sitbon, Gilles Alfonsi, et Jean-Luc Guilhem.

La rédaction d'Amnistia.net

L'infiltration tout azimut sonne la mort de l'association dont les combats initiaux ne doivent pas être oubliés

Le 26 février 2005, au terme d'une Assemblée générale à participation restreinte, convoquée dans des conditions sujettes à caution, les signataires de ce texte ont quitté le Conseil d'administration du Réseau Voltaire tandis qu'y faisait son entrée Claude Karnoouh, chercheur au CNRS, pour lequel « *les chambres à gaz n'ont pas existé (1)* ». C'est aujourd'hui également un participant des activités de la « *nouvelle droite* » d'Alain de Benoist. Simultanément, Marc Boureau d'Argonne, présenté à l'Assemblée générale comme « *un ami du président de la République* », accédait également aux instances de l'association...



Que s'est-il passé pour que le Réseau Voltaire soit devenu une officine complaisante tout à la fois envers les intégristes musulmans, les militants de la Serbie de Milosevic, les faurissoniens et les « *rouges-bruns* », en même temps qu'il se rallie avec enthousiasme à la politique de l'Elysée(2) ? Comment Thierry Meyssan, qui a été un militant ardent et reconnu contre l'extrême droite(3), a-t-il pu rompre avec les valeurs essentielles qui ont fait son engagement depuis des années et, du même coup, comble du comble, décider de « *donner raison* » a posteriori, à

1) Claude Karnoouh : « Je crois qu'effectivement les chambres à gaz n'ont pas existé ; un certain nombre de vérités de l'histoire officielle ont fini par être révisées ». *Le Monde*, 30 juin 1981.

2) Comme on peut le constater en conclusion de l'éditorial de la revue *Voltaire*, dont le n°1 est en vente : « Nous soutenons donc la France, la Fédération de Russie et la Chine » (...) « sur le champ de bataille, nous reconnaissons notre camp et choisissons nos frères d'armes. » Le même numéro tresse des lauriers à Jacques Chirac, en particulier pour un discours contre « L'impérialisme sous-culturel », prononcé à Hanoï, dans le cadre de la V^e rencontre Asie-Europe, en octobre 2004, que la revue compare au fameux « discours de Pnomh Penh » du général de Gaulle (page 98). À la page suivante sont dénoncées les tentatives de soulever le « problème birman » lors de cette rencontre, « pour saboter la conférence, trop anti-états-unienne », selon *Voltaire*...

3) Thierry Meyssan a entre autres été le président du Comité de vigilance contre l'extrême droite. On lui doit surtout l'enquête sur le DPS (ainsi que se nommait le service d'ordre du Front national), puis il été à l'origine d'une commission d'enquête parlementaire qui avait provoqué la scission de ce parti entre les fidèles de Bruno Mégret et ceux de Jean-Marie Le Pen. Cette scission avait empêché la Commission parlementaire de statuer, l'objet même de son enquête s'étant auto-dissous avant la fin de ses travaux. L'enquête du Réseau Voltaire sur le DPS avait permis de révéler l'existence de la très discrète DPSD, ainsi que fut

ceux qui, depuis la parution de son livre *L'effroyable imposture*, lui ont collé l'étiquette de « négationniste » ?

Confusion dommageable

Nous avons toujours pensé que la confusion induite par ce rapprochement était dommageable : quoi qu'on puisse penser de l'attentat du 11 septembre, celui-ci n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec la Shoah. Utiliser le terme de « négationnisme » pour relier deux événements aussi dissemblables concourt à banaliser la notion même de négationnisme. Il n'y a rien de commun en effet entre le fait de contester la version officielle de l'attentat du 11 septembre, qui laisse de nombreuses questions dans l'ombre, et la tentative antisémite de réhabilitation du nazisme à laquelle ont procédé les négationnistes dès la fin des années 70. La réalité de chaque génocide est combattue par des négationnistes, toujours en défense des auteurs de ces crimes comme de leurs intentions : c'est le cas de l'Arménie, du Rwanda, du Cambodge, et l'emploi de ce terme pour qualifier Thierry Meyssan et ses publications sur le Pentagone, était scandaleusement abusif. Nous le pensons encore, même s'il s'avère aujourd'hui que Thierry Meyssan s'est associé à un authentique négationniste de la Shoah(4).

Un syllogisme insupportable

Pour les signataires de ce texte, les désaccords sont devenus nets au cours des derniers mois, et ils se sont cristallisés lors des récentes réunions du conseil d'administration, des assemblées qui se tenaient trop rarement. Le premier indice inquiétant est apparu, il y a plus d'un an, sous la forme d'un « lapsus » du secrétaire général du réseau, Jean-Claude Ramos. Il avait alors déclaré que la campagne contre Thierry Meyssan devait être attribuée au « lobby juif ». Cela avait suscité plusieurs réactions, dont celle de Michel Sitbon, trésorier du Réseau Voltaire et membre de son conseil d'administration depuis l'origine, qui avait dénoncé le recours à ce concept, issu du registre antisémite classique, aussi rance que dépourvu de pertinence. Il s'étonnait aussi que l'on s'expose aussi inconsidérément à donner raison aux accusations d'antisémitisme proférées, par exemple, par Alain Lipietz, en vertu d'un syllogisme insupportable suivant lequel émettre des doutes quant à la nature de l'attentat du 11 septembre revenait à critiquer la politique américaine, ce qui serait

rebaptisée la sécurité militaire à l'arrivée de François Mitterrand en 1981, réussissant par ce subterfuge à se faire complètement oublier, y compris de la littérature spécialisée. Jusqu'à ce que Thierry Meyssan découvre que le patron du DPS frontiste était un agent " DPSD " étatique. C'est en cherchant ce que cela pouvait signifier que Thierry Meyssan avait mis à jour le principal service secret de l'État, celui qui contrôle les autres. Antérieurement, on doit à Thierry Meyssan aussi bien un important travail de dévoilement des réalités contemporaines de l'Opus Dei (publiés à l'origine dans le journal Maintenant) que d'avoir su mobiliser la gauche contre diverses entreprises vaticanes. Le comité de vigilance anti-fasciste avait également été l'organisateur d'une grande manifestation contre le Front national à Strasbourg.

4) Ces dernières années, certains d'entre nous ont souvent souligné la médiocrité voire la bassesse des articles calomnieux publiés sur Thierry Meyssan et ses livres, où le terme " négationniste " a été employé à tort, ABUSANT d'insinuations, sans fournir d'éléments probants, au contraire, Ceux qui formulaient de telles assertions considéreront peut-être avoir eu raison plus tôt, et pourront tirer gloire d'avoir eu du nez. À moins qu'ils n'aient été mieux informés que nous-mêmes sur les accointances (à l'origine discrètes) de Thierry Meyssan avec d'actuels analystes de la politique étrangère de l'État, dont il s'avère que le principal d'entre eux, Claude Karnoouh, s'est distingué au procès de Robert Faurisson en déclarant qu'il ne " croyait " pas dans l'existence des chambres à gaz – ce que savaient, peut-être, ceux qui emploieront les premiers ce qualificatif totalement déplacé dans son contexte. Ainsi, il pourrait ne pas s'agir d'une "effroyable coïncidence"...



Comment Thierry Meyssan, qui a été un militant ardent et reconnu contre l'extrême droite(3), a-t-il pu rompre avec les valeurs essentielles qui ont fait son engagement depuis des années et, du même coup, comble du comble, décider de « donner raison » a posteriori, à ceux qui, depuis la parution de son livre *L'effroyable imposture*, lui ont collé l'étiquette de « négationniste » ?

contre les intérêts d'Israël, et donc antisémite... Thierry Meyssan, tout en rendant hommage au trésorier pour son intervention, avait alors considéré qu'il ne s'agissait que d'une maladresse d'expression de Jean-Claude Ramos. Nous pouvons maintenant prendre la mesure de combien ce dérapage loin d'être une simple « maladresse », était en fait un indice révélateur du cours nouveau qui s'imposait déjà à Voltaire, à notre insu.

Mission en Chine

Lors d'un conseil d'administration plus récent, le 16 décembre 2004, une série d'affrontements se sont produits, à partir de deux interventions aussi scandaleuses que spontanées. Il était alors question des orientations stratégiques proposées en vue de l'assemblée générale des adhérents. La première de ces interventions, d'Alain Benajam, concernait les relations que cet homme d'affaires développe en Chine. Celui-ci avait alors raconté qu'il revenait d'une mission en Chine, où il avait été au nom du réseau Voltaire, carte de visite grâce à laquelle il disait avoir été reçu à bras ouverts par des officiels chinois, avec lesquels il négociait par ailleurs les prestations de son entreprise de « services postaux ». Selon lui, « faire du business » et faire avancer la cause du Réseau Voltaire auprès des autorités chinoises – ce qui désignait en l'espèce les services secrets, selon ses propres dires –, était possible d'un même mouvement. Un débat contradictoire s'en est suivi, entre autres sur la question de savoir si le Réseau Voltaire pouvait rechercher ou accepter des financements de puissances étrangères, d'Etats. Certains défendaient l'idée que « *l'argent est le nerf de la guerre* », tandis que de notre côté nous martelions l'idée que « *la fin ne saurait justifier les moyens* ».

L'âme d'une « nouvelle résistance »...

La seconde intervention a provoqué un affrontement tout aussi net que la précédente. Elle émanait de Bruno Drweski, et concernait la question des alliances du Réseau Voltaire avec les « *forces anti-impérialistes* », dans le contexte international actuel. Bruno Drweski défendait la nécessité d'unifier toutes les résistances face à l'hégémonie américaine, comme c'est le cas selon lui en Irak. Il ira alors jusqu'à déclarer que quiconque n'aurait pas conscience de cette urgence d'une « *mobilisation anti-impérialiste* » serait aussi égaré qu'un partisan des accords de « *Munich* », en 1938... Il s'agirait ni plus ni moins que de capituler pur et simplement devant un danger comparable au nazisme... Selon cette logique, Georges W. Bush incarnerait un nouvel Hitler, et le Réseau Voltaire serait l'âme d'une « nouvelle résistance »... Nous avons exprimé un point de vue très différent : Gilles Alfonsi a insisté sur le fait que cette « vision » faisait de plus bon marché de la nécessité de « *choisir ses alliés* » et de ne pas en rabattre sur les valeurs essentielles. Thierry Meyssan a conclu en admettant qu'une réflexion devait être menée sur « *les critères* » pour conclure des « *alliances* ».

La seconde intervention a provoqué un affrontement tout aussi net que la précédente. Elle émanait de Bruno Drweski, et concernait la question des alliances du Réseau Voltaire avec les « forces anti-impérialistes », dans le contexte international actuel. Bruno Drweski défendait la nécessité d'unifier toutes les résistances face à l'hégémonie américaine, comme c'est le cas selon lui en Irak.

Une reunion rigoureusement arrangée...

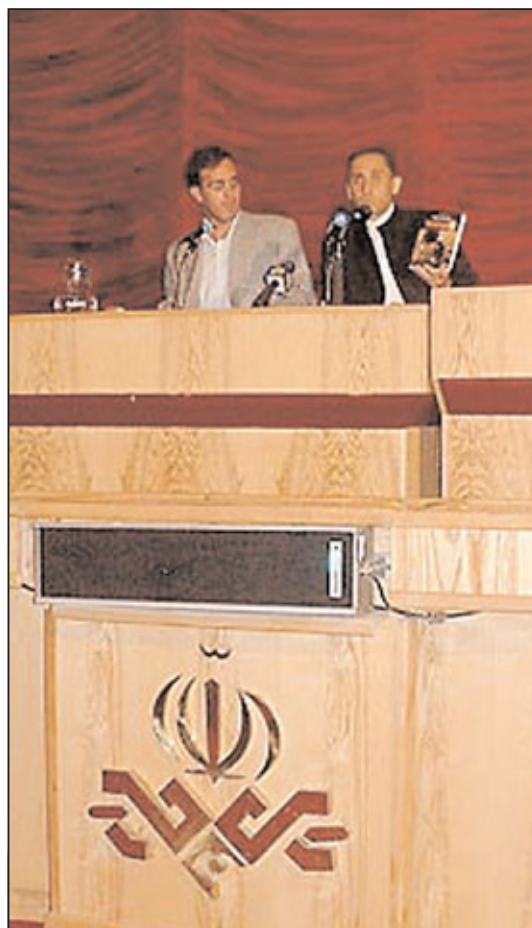
Sur les deux points, Gilles Alfonsi, au nom du Parti communiste, a exprimé son opposition totale, qu'il a confirmée dans une lettre à Thierry Meyssan dès le 29 décembre.

Michel Sitbon partageait totalement ce point de vue, ajoutant que l'analyse de la situation mondiale

proposée par Drweski(5) lui semblait particulièrement insuffisante, aboutissant à ce que le Réseau Voltaire se retrouve piégé dans la logique même qu'il prétendait dénoncer.

Michel Sitbon ne pouvait qu'approuver la réaction de Gilles Alfonsi au nom du PCF quant à l'éventualité d'« alliances », telles que celles proposées par Alain Benajam, avec le Parti communiste chinois ou avec les services de l'Etat, une telle chose étant simplement inacceptable. Les problèmes soulevés méritaient en tout cas une réflexion approfondie, à laquelle Michel Sitbon appelait.

Entre le 16 décembre 2004 et le 26 février 2005, date de l'Assemblée générale du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan n'a pas cru bon de provoquer une nouvelle réunion, ni de rencontrer les membres de son Conseil d'administration. Il a convoqué l'Assemblée générale, le 22 février, par mail, au milieu des vacances scolaires. La convocation était accompagnée de propositions de motions destinées à être adoptées à l'AG (voir Annexe I). Plusieurs adhérents (dont des membres du Conseil d'administration sortants) semblent ne pas avoir été conviés à cette réunion, donnant l'impression que la composition de la salle devait être rigoureusement arrangée. Hormis les deux opposants déclarés (Gilles Alfonsi et Michel Sitbon), n'étaient présents que les membres du futur Conseil d'administration, qui s'auto-éliront en fin de journée, après les départs prévisibles de Gilles Alfonsi et de Michel Sitbon.



Thierry Meyssan invité de la République Islamique d'Iran.

La « guerre des civilisations »

C'est dans une salle du CISP Maurice Ravel, dans le douzième arrondissement de Paris, qu'une vingtaine de personnes se sont donc retrouvées(6) en cette fin glacée de février. L'invitation avait été envoyée par internet à un nombre de gens indéterminé, le logiciel du serveur n'en rendant pas compte... Sept destinataires seulement en avaient accusé réception. Thierry Meyssan indiqua néanmoins que le nombre de participants pour commencer les travaux était atteint, les statuts ne prévoyant pas de quorum minimum.

Après une très courte introduction de Thierry Meyssan, Michel Sitbon a exprimé longuement ses critiques de la ligne politique du Réseau Voltaire. Il a dénoncé la nature spéculaire du discours développé par le nouveau Réseau Voltaire, discours prétendant critiquer la logique guerrière américaine pour en fait la reprendre à son compte, la « guerre des civilisations » n'étant plus dénoncée comme une théorie absurde,

5) Bruno Drweski, qui était de longue date pour plusieurs d'entre nous un militant pro-serbe, adepte des rhétoriques les plus caricaturales sur la « révolution mondiale », a adressé plusieurs messages internet à Gilles Alfonsi dans la même période, mails qui dessinent une orientation politique. Extrait d'un mail du 19 décembre : « Tu émettes des doutes sur des alliances politiques douteuses et tu as tout à fait raison, mais en politique on fait avec ce qui existe, sinon c'est de l'idéalisme. Si on a une vision de classe, on est avec le peuple tel qu'il est (communiste, laïciste, chrétien ou musulman). Les combattants vietnamiens ou algériens etc, n'étaient pas totalement "purs" côté droit de l'homme, islamisme ultra, etc. Et nous avons fait alliance avec eux. (...) Nous avons un patrimoine : internationalisme prolétarien, souveraineté populaire, politique de classe contre classe, socialisation des moyens de production et d'échange, planification rationnelle, centralisme démocratique, socialisme scientifique, rôle d'avant-garde du parti... »

6) Entre autres, Jean-Luc Guilhem, représentant *Combat face au sida* au Conseil d'administration du Réseau Voltaire n'avait pas été invité.

mais assumée comme une « nécessité ». Il a mis en garde contre le fait que les stratèges impérialistes français, auprès desquels, manifestement, le nouveau Réseau Voltaire n'hésite pas à chercher son inspiration, n'étaient pas moins redoutables que leurs homologues d'outre-Atlantique. Il a souligné le fait que ces duettistes jouent d'une fausse opposition depuis les origines de la V^e république, et qu'ils ont périodiquement besoin du mythe de cette opposition pour justifier de leurs mobilisations militaro-diplomatiques. Un jeu dans lequel le Réseau Voltaire se laisse instrumentaliser sans avoir conscience des tenants et des aboutissants, ni des intentions réelles de l'Etat sur lequel il accepte de s'aligner très inconsidérément. Il a rappelé ce qu'on peut savoir aujourd'hui du précédent historique invoqué par Voltaire, lorsque le général De Gaulle prétendait s'opposer de la même façon à « l'impérialisme » américain, alors que, comme on le sait aujourd'hui, les politiques étrangères américaine et française étaient rigoureusement coordonnées. Michel Sitbon suggérait qu'on réfléchisse à deux fois à ce précédent avant de tomber dans le même « panneau » proposé par le néo-gaulliste Chirac. Il s'étonnait de plus qu'on puisse s'égarer ainsi, particulièrement à partir de l'analyse de l'attentat du 11 septembre comme étant un artifice de propagande destiné à donner consistance à un fantasmagorique « conflit de civilisations ». Comment, en partant d'une telle prémisse, en arriver à promouvoir la « résistance à l'Empire » exactement dans les termes où cet Empire semble souhaiter voir poser le problème ? Au bout du compte, puisque Ben Laden manquerait de consistance, c'est Thierry Meyssan qui s'amuse à remplir la fonction de gentil animateur de « l'autre camp » dans cette prétendue « guerre de civilisations ».

L'axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin

L'appel à la constitution d'un « axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin » pour faire face à l'« état de guerre » que les Etats-Unis – « alliés aux Anglais et aux Australiens » dans la nouvelle vulgate du Réseau Voltaire –, auraient instauré entre eux et le reste du monde, est non seulement délirant mais totalement en phase avec le discours de Samuel Huntington, le fameux théoricien de la dite « guerre des civilisations », que le réseau Voltaire prétend dénoncer. Le terme « en phase » est même faible. Nous sommes dans « l'identique » quand il apparaît qu'au « nouveau Réseau Voltaire », on va jusqu'à s'imaginer qu'il y aurait effectivement « deux » civilisations différentes d'un côté et de l'autre de l'Atlantique...

Quittant la présidence de la tribune pour participer au débat, Thierry Meyssan a répondu en substance qu'à la veille de la troisième guerre mondiale, comme dans toute guerre, il n'y a que deux camps et qu'il faut choisir.

Gilles Alfonsi a alors lu, au nom du Parti communiste, sa déclaration de rupture (voir Annexe II) soulignant notamment que la modification des statuts envisagée comme les orientations stratégiques proposées étaient inacceptables. Désaccord total sur la question des financements du Réseau Voltaire comme sur la nécessité de nouer des alliances : « *Le Parti communiste ne cautionnera jamais de rappo-*

Diplomatie

Paris-Berlin-Moscou-Pékin : vers l'alliance continentale ?

La présentation purement économique du voyage de Jacques Chirac en Chine a occulté l'ensemble des efforts de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine de se former en alliance continentale face à la Coalition anglo-saxonne. En trois ans, les quatre États n'ont pas seulement renforcé leurs liens économiques et culturels, ils se sont accordés sur chaque question territoriale en suspens et ont appris à se soutenir mutuellement au Conseil de sécurité. Ils se préparent à faire face à des manœuvres de déstabilisations intérieures, à la relance du « containment » de la Russie et à un prévisible conflit énergétique opposant les États-Unis à la Chine.



88 VOLTAIRE - ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Voltaire n°1, nouvelle revue en kiosque.

Dans la nouvelle vulgate du Réseau Voltaire, l'appel à la constitution d'un "axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin" pour faire face à l'"état de guerre" que les Etats-Unis auraient instauré entre eux et le reste du monde.

chements avec des intégristes islamiques, des antisémites ou des baasistes sous le prétexte de faire la peau aux GI's en Irak ».

« Critiquer Israël est pire que violer une petite fille »...

Thierry Meyssan n'a pas jugé bon de répondre à cette déclaration, de même qu'il répondit plutôt sommairement (et très incomplètement) aux objections de Michel Sitbon, interrompant les débats au prétexte qu'il était l'heure de projeter le film prévu au programme de cette Assemblée générale, film qui devait tenir lieu de « réponse ».

Le documentaire diffusé « en avant-première », produit par une « association indépendante », était intitulé « *Etat de guerre* », et réalisé par Francesco Condemi et Béatrice Pignède(7), qui prétendaient répondre à la question : « *Sommes-nous dans une période comparable à l'entrée dans les deux guerres mondiales ?* ». Dès le début de la projection, on a pu assister à l'assimilation entre l'impérialisme américain et la montée de l'hitlérisme par effet sonore et montage de bandes d'actualités parodiant celles de 1938. Puis, ce sont des interviews de Thierry Meyssan, du général Pierre-Marie Gallois (qui écrit régulièrement dans la revue *Eléments* d'Alain de Benoist et qui fut préfet en France du secrétaire général du PC Russe, Ziouganov(8)), d'Annie Lacroix-Riz (historienne(9)), et de Dieudonné, l'amuseur public bien connu, qu'on entend dire dans ce film que « critiquer Israël est pire que violer une petite fille ».

Résumant l'esprit du film comme celui de l'ensemble des intervenants, Annie Lacroix-Riz, qu'on a connue mieux inspirée, déclare avec aplomb que « les gens ne se rendent pas compte (parce qu'ils sont mal informés), mais la guerre aura lieu sur le sol européen très bientôt ». Pour elle, il ne fait aucun doute que c'est comme si c'était fait...

D'ailleurs le titre du film se cale sur son propos.

Tandis que Gilles Alfonsi quittait la salle, le Parti communiste ayant annoncé son départ du Réseau Voltaire, Michel Sitbon s'est employé, seul, tout au long de l'après-midi à dénoncer la stratégie proposée, demandant la dissolution de l'association. Sur l'ensemble des votes, il fut le seul à refuser l'orientation proposée, les présents (en l'absence de nombreux adhérents dont on peut se demander s'ils avaient été prévenus) ayant tout voté « comme un seul homme ».

A l'ombre des services secrets français

A l'occasion de son dernier « rapport moral » de trésorier de l'association, Michel Sitbon pouvait rappeler qu'il avait accepté ce poste dès le premier jour de la création de l'association, pour garantir la transparence de son financement. Indépendamment du fait qu'il quittait l'association et qu'il en souhaitait la dissolution, ce qu'il avait réaffirmé tout au long de la journée, il se devait de rendre spécifiquement son

7) Béatrice Pignède a notamment réalisé avec Daniel Schneidermann le film documentaire *Kosovo, des journalistes dans la guerre*, et avec Francesco Condemi le film documentaire *L'Irak d'une guerre à l'autre*. *Etat de guerre* est actuellement sur les écrans, au cinéma Entrepôt, à Paris.

8) Le général Gallois, dont l'œuvre est abondante, fait figure de géostratège, essentiel à la pensée militaire française depuis les temps lointains des débuts du programme d'armement nucléaires français. Aujourd'hui en « retraite », il n'en déploie pas moins un important travail idéologique, profitant de toute occasion pour intervenir dans les débats, dans un sens toujours aussi obstinément militariste. Les innombrables joutes rhétoriques du général Gallois auront servi, et servent encore, de justification à une politique militariste qui, entre autres exploits, aura coûté indubitablement cher au budget de la nation. Le général Gallois est particulièrement expert à présenter les intentions les plus délirantes de la voix la plus douce et de la façon la plus « raisonnable », ce qui apparaît dans ce film comme à travers l'ensemble de son œuvre.

9) On doit à Annie Lacroix-Riz, en particulier, un important travail sur les aspects économiques de la collaboration.

mandat de trésorier en raison du fait qu'il était dans l'incapacité de garantir la transparence du financement de l'association. Suggérant sous forme de boutade que l'association finirait peut-être par aller chercher des chèques au quai d'Orsay, son propos avait été dénoncé comme diffamatoire par Jean-Claude Ramos. Michel Sitbon pouvait, dans son rapport moral de trésorier, souligner le fait qu'Alain Benajam avait fait état de ses relations avec les services chinois et de possibilités de financement de l'association, éventualité qu'il disait lui-même avoir déjà discuté avec ceux-ci.

Mis en cause Alain Benajam répondit en confirmant qu'il avait été envoyé « *par les services secrets français auprès des services secrets chinois* », et ce au nom du Réseau Voltaire. Il contestait que ces derniers lui ait offert un quelconque financement, mais précisait que c'était de son initiative qu'une telle possibilité avait été évoquée.

La transparence du financement

Dans son « rapport moral », Michel Sitbon avait bien précisé qu'il importait peu que cette transaction ait été consommée ou non. Dès lors qu'une telle éventualité avait pu être évoquée, de plus avec de tels interlocuteurs, et dès lors qu'il était simplement fait état de relations de cette nature avec ce type de « services », il n'était pas possible de garantir la transparence du financement de l'association. Il est évident que ce genre de choses se font d'ordinaire plus discrètement, et rien ne garantirait le futur trésorier que de telles transactions ne se déroulent, que ce soit avec l'association ou avec les éditions Thomas Paine de Thierry Meyssan, jumelées de fait au Réseau Voltaire.

Pour conclure la journée, avant de partir et après avoir démissionné de son mandat de trésorier, Michel Sitbon proposait une ultime motion en faveur de la dissolution pure et simple des services secrets, ceci en raison de leur nature non seulement criminelle, ainsi que c'est attesté au moins par le génocide rwandais, mais de plus en raison de leur incompatibilité avec l'existence d'une démocratie, leur vocation principale consistant à empêcher tout contrôle démocratique sur la politique de l'Etat. Cette motion ne fut même pas soumise aux votes, Bruno Drweski allant jusqu'à déclarer, au passage, qu'il n'est pas partisan de la démocratie, et ce dans aucun pays, « *pas avant la révolution mondiale* ».

Un verrouillage total du fonctionnement

Au terme de cette Assemblée générale, de nouveaux statuts étaient adoptés qui instituaient un collège dit de « membres fondateurs » (dont la plupart s'avèreront être des adhérents de fraîche date), qui se réserve la moitié des sièges du Conseil d'Administration. Le président étant doté de pleins pouvoirs en cas de siège à pourvoir... Un verrouillage total du fonctionnement de l'association, une présidentialisation instituée sous prétexte de prévenir des infiltrations extérieures, le tout voté par petite une vingtaine de participants triés sur le volet parmi lesquels plusieurs employés de Thierry Meyssan, ainsi que Claude Karnoouh ou Marc Boureau d'Argonne...

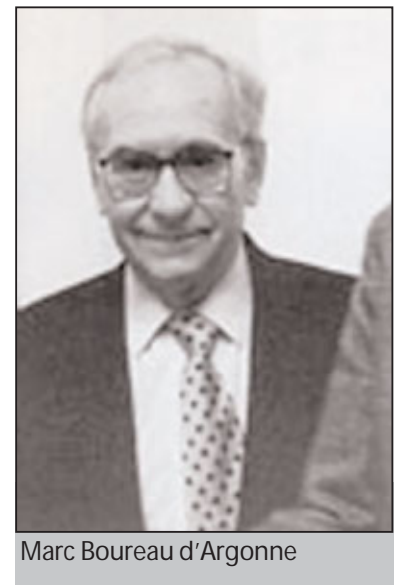
Un ami du président de la République...

Nous avons cherché sur la toile les pédigrés de quelques personnes dont les noms avaient circulé lors des débats et lors de l'élection du nouveau Conseil d'administration, en particulier ceux de Marc Boureau d'Argonne et de Claude Karnoouh. Ayant constaté que Karnoouh et Drewski(10) s'épaulaient tout au long

10) C'est depuis l'Assemblée générale du 26 février 2005 que nous avons constaté que Bruno Drweski, membre du CA sortant, n'est pas seulement un militant pro-serbe et un communiste « raide », mais un proche de Claude Karnoouh, qu'il cotoie dans le cadre de leurs activités professionnelles (CNRS, INALCO) et avec lequel il anime la revue *La nouvelle alternative*, dont il est le rédacteur en chef.

de l'AG, on a voulu en savoir plus sur Bruno Drewski aussi.

Participant à l'Assemblée générale d'un Réseau Voltaire en plein reniement idéologique, Marc Boureau d'Argonne a été présenté par Alain Benajam, comme étant « un ami du président de la République, auquel il a parlé de nous, Réseau Voltaire, et le président de la République lui a dit qu'il nous trouvait bien sympathiques, mais qu'il ne voulait rien avoir à faire avec nous ». A l'actif de cet intercesseur au nom si évocateur, un livre récent sur une mission diplomatique auprès de Saddam Hussein pendant la première guerre du Golfe, publié chez l'éditeur ultra-catholique d'extrême droite François-Xavier de Guibert, dont le catalogue comprend entre autres choses un livre de défense de Maurice Papon.



Marc Boureau d'Argonne

Le chercheur négationniste

Autre participant à l'Assemblée générale, Claude Karnoouh, chercheur au CNRS et à l'Inalco, spécialiste de l'Europe de l'Est, et particulièrement de la paysannerie roumaine. En marge du procès de Robert Faurisson de 1981, Claude Karnoouh déclarait ne pas croire en l'existence des chambres à gaz... Pour lui, il n'y a « que dans les pays totalitaires qu'une vérité est éternelle ». Il s'expliquait longuement, à l'époque, dans un livre collectif publié aux éditions de la Différence, *Intolérable intolérance*(11). Dans ce texte intitulé « De l'intolérance et quelques considérations subjectives sur le nationalisme – Mémoire adressé à mes amis sur les raisons de mon témoignage lors du procès du professeur Robert Faurisson », il expliquait que ce n'est pas seulement l'existence des chambres à gaz en elles-mêmes qu'il contestait, mais bien le fait même d'une extermination des juifs, et, *a fortiori* la décision de procéder à une telle extermination. Selon Karnoouh, il s'agirait d'une invention du NKVD (la police politique de Staline) qui aurait forgé tous les témoignages sur Auschwitz et sur ce qui ne s'appelait pas encore Shoah, afin de faire oublier le goulag(12) ! Il dénonce dans le même mou-



Le Monde, 30 juin 1981. En marge du procès de Robert Faurisson de 1981, Claude Karnoouh déclarait ne pas croire en l'existence des chambres à gaz...

11) *Intolérable intolérance*, édition de la Différence, 1981. Les autres auteurs sont : Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Vincent Monteil, Eric Delcroix et Jean-Louis Tristani. Ce texte est disponible sur le net, notamment sur des sites négationnistes.

12) L'auteur, éminent "savant" contemporain, semblait oublier, en 1981, que le "goulag" était un concept très récent, imposé par Soljenitsyne au milieu des années 70, et qu'à la libération des camps, en 1944-45, on ne disposait même pas encore du témoignage de Kravtchenko, qu'il suffira à la propagande stalinienne de diffamer pour que cela ne pose jamais de problème à la patrie du socialisme.

vement la complicité du sionisme international, intéressé selon lui au même « mensonge » pour imposer la création de l'Etat d'Israël(13).

On trouve dans ce texte touffu de Karnoouh (voir Annexe III), ces lignes caractéristiques :

« Quant à moi, je ne saisis pas la différence qu'il y aurait entre les souffrances dues aux chambres à gaz, vraies ou fausses (c'est par ailleurs un moyen légal d'exécution aux U.S.A.), et l'incommensurable répétitivité de la déchéance physique due au travail esclave. Comment les sionistes ont-ils le cynisme de surévaluer la mort par les gaz (si elle eut lieu) par rapport au sort effroyable de ceux qui s'épuisaient journallement dans les souterrains de Dora, dans les carrières, ou à construire des routes stratégiques ? »

Depuis 1981, Claude Karnoouh n'a plus déserté les rangs de l'extrême droite. Participant régulier à des colloques et des revues d'Alain de Benoist, il en est un des contributeurs les plus titrés et des plus constants. Le 19 janvier 2005, il participait au colloque annuel du GRECE. Il vient d'ailleurs d'être salué dans la revue *Eléments* par Alain de Benoist lui-même qui souligne que « Claude Karnoouh réconcilie Heidegger et Adorno »...

A la mi-mars 2005, Thierry Meyssan, qui se targue d'être l'un des meilleurs experts de l'extrême droite en France, indique au téléphone qu'il ne connaissait pas les écrits de monsieur Karnoouh. Après lecture du texte en question, il ose soutenir que cette analyse du chercheur au CNRS ne serait « pas négationniste » – même s'il veut bien reconnaître que Karnoouh aurait « quelques défauts »...!

Les origines de la dérive

Tous ces épisodes récents ont fonctionné comme un révélateur qui, du coup, nous conduit à porter sur la trajectoire du Réseau Voltaire et de son président au cours des dernières années un regard nouveau. Depuis quand le vers était-il dans le fruit ?

A la lumière des derniers événements, nous datons approximativement le début de la dérive à 1999 ou 2000, ce qui correspond, en politique intérieure, à l'affaire Colonna en Corse, accusé du meurtre du Préfet Erignac, et, en politique étrangère, à la guerre du Kosovo. C'est aussi la période où Jean-Louis Arajol, un ancien syndicaliste policier, dirigeant du SGP, membre à ce titre du CA du réseau Voltaire, décidait de rejoindre Charles Pasqua. Le Réseau Voltaire crut alors bon de lui souhaiter « bon vent », ce qui avait déjà semblé scandaleux à certains membres du CA. C'est donc très probablement avant les attentats de 2001, dès le déclenchement de la guerre du Kosovo, lorsque Thierry Meyssan a réorienté les recherches du Réseau Voltaire vers la politique étrangère, qu'a débuté, selon nous, l'évolution que nous constatons définitivement acquise en février 2005. Il semble bien que c'est dans le cadre de ses investigations sur les Balkans que Thierry Meyssan a rencontré Bruno Drewski, et vraisemblablement aussi Claude Karnoouh, déjà largement en contact avec ce dernier.

On peut ensuite revoir les événements liés aux attentats du 11 septembre, à la lumière de ce que nous découvrons aujourd'hui. Le livre de Thierry Meyssan figure au catalogue des éditions Carnot au côté de nombre de livres manifestement fantaisistes, mais aussi et surtout au côté de Bernard Lugan, maître de conférences à l'Université de Lyon III, auteur de nombreux articles dans la presse

13) Là encore, l'auteur fait mine d'ignorer que les étapes décisives pour le mouvement sioniste se joueront surtout en 1917, avec la déclaration Balfour, puis avec l'implantation progressive du " foyer juif " entre deux-guerres, au point où, en 1948, la création de l'État d'Israël sera plus une " régularisation ", l'aboutissement d'implantations sionistes bien antérieures à la Shoah, implantations qui devront très peu à Auschwitz, quoi qu'ait pu extrapoler Roger Garaudy, lorsqu'il développera ultérieurement cette thèse de Claude Karnoouh dans *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, dernier avatar notable de l'offensive négationniste.

d'extrême droite et propagandiste de la nécessité de l'apartheid. Il a présidé une thèse dans laquelle le *Protocole des Sages de Sion* est donné comme authentique. En 1990, il publiait un *Manifeste pour la défense des libertés universitaires* pour venir en aide à son collègue Bernard Notin sanctionné pour négationnisme.

Un instrument de la diplomatie parallèle

Il apparaît évident, avec ce que l'on sait maintenant, que la publication des thèses de Thierry Meyssan aura été, dès le départ, instrumentalisée par la diplomatie française pour déployer une « ligne » diplomatique de type « gauchiste » aussi bien dans le monde arabe qu'en Amérique latine. S'articulent autour de cette entreprise aussi bien des alliances avec des islamistes que des relais en particulier dans certains partis communistes du Moyen-Orient qui expérimentent depuis longtemps cette politique d'alliance avec les forces islamistes.

Le naufrage du Réseau Voltaire sera probablement son dernier service rendu à la connaissance du monde qui nous environne : on sait maintenant comment une association se fait infiltrer et retourner. On voit même comment un individu peut se faire instrumentaliser, comment un travail peut changer d'orientation, par les subtils leviers de la manipulation étatique. Il faut comprendre que le Réseau Voltaire a semblé un enjeu d'une réelle importance pour que se mobilisent des Karnoouh ou des Boureau d'Argonne, du haut de leurs Olympes intellectuelles ou étatiques. Thierry Meyssan sera certainement apparu comme quelqu'un qu'il vaut mieux avoir avec soi que contre soi. Un adversaire encombrant se sera transformé en un agent de premier ordre, sorte d'ambassadeur spécial pour la diplomatie parallèle dont l'Élysée raffole.

De ce point de vue, il est tout à fait révélateur de constater que le discours « gaulliste » de Chirac peut être associé d'aussi près avec ce que l'extrême droite et le militarisme contiennent de pire dans notre pays. Nous ne pouvons que nous consoler moyennement d'avoir dû, pour mettre à jour ces ultimes turpitudes, perdre quelqu'un que certains d'entre nous ont longtemps considéré comme un compagnon. Mais aucune considération ne pourra justifier la captation de ce que fut le Réseau Voltaire au bénéfice du parti adverse, et l'abus qui aura ainsi été fait de notre confiance et de celle du public. Nous avons besoin de « réseaux voltaires » dans la forme démocratique où il a existé un temps, assurant les fonctions d'une agence de presse alternative, exigeante et courageuse. Tout le contraire de ce « nouveau réseau Voltaire » devenu une officine de propagande militariste, chargé de défendre la « mission de la France » telle qu'on la comprend à l'extrême droite nationaliste, dans un gaullisme habilement maquillé de tiers-mondisme, composant aujourd'hui aussi bien avec l'islamisme qu'avec les impérialismes russe et chinois. Le plus inacceptable étant, bien sûr, la compromission avec les services secrets français, responsables, il y a à peine dix ans du génocide des Tutsis du Rwanda qu'il semblerait que Thierry Meyssan ait aussi oublié.

Par respect pour l'œuvre passée nous demandons la dissolution du Réseau Voltaire et appelons chacun à s'en retirer.

Michel Sitbon, Gilles Alfonsi, et Jean-Luc Guilhem*

* Les signataires étaient jusqu'au 26 février 2005 membres du Conseil d'administration du Réseau Voltaire.

Annexe I

Extraits des motions soumises au vote lors de l'Assemblée générale du Réseau Voltaire, le 26 février 2005.

Jointes à la convocation, quatre propositions : une proposition de modification des statuts du Réseau, trois motions stratégiques intitulées « initiative laïque », « initiative pour la liberté d'expression » et « initiative pour la paix ».

Motion soumise à l'Assemblée générale extraordinaire

(extraits) L'association est dirigée par un conseil composé de :

a) un collège de membres fondateurs (MM...). En cas de démission ou de décès de l'un des membres fondateurs, le président pourvoit à son remplacement en désignant une personne physique ayant oeuvré depuis plusieurs années au sein de l'association. Cette désignation est soumise à l'approbation de la prochaine assemblée générale.

b) un collège de membres élus pour deux ans par l'assemblée générale. Les membres de ce collège sont des personnes physiques. Leur nombre ne peut excéder celui des membres fondateurs. Ne peuvent être élus que les candidats majeurs ayant obtenu la moitié au moins des suffrages exprimés. Ils sont rééligibles.

c) un collège d'organisations associées, composé de personnes morales. Elles sont cooptées par les deux collèges précédents sur proposition du président. Leurs voix sont consultatives.

Motion soumise à l'Assemblée générale ordinaire.

Initiative pour la paix (texte intégral)

L'Assemblée générale du Réseau Voltaire déplore la dégradation des relations internationales depuis 1998 : absence de sanctions des multiples violations des résolutions de l'ONU par Israël ; agression de l'OTAN contre la Yougoslavie sans mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies ; bombardement de l'Afghanistan par les Etats-Unis outrepassant le droit à la légitime défense ; invasion par l'Irak par la Coalition sans mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies ; menacées proférées par les Etats-Unis à l'encontre de nombreux Etats.

L'Assemblée générale du Réseau Voltaire observe la responsabilité des Etats-Unis et de leurs principaux alliés dans cette montée des périls. Elle affirme son attachement au droit international, souhaite le respect de ses principes et la poursuite de sa construction. Elle appelle les membres du Conseil de sécurité, particulièrement la France, la Chine et la Fédération de Russie, à faire obstacle à la guerre. Elle soutient toutes les alliances diplomatiques qui vont dans ce sens.

L'Assemblée générale du Réseau Voltaire mandate le Conseil d'administration de l'association pour œuvrer à la défense et à la promotion du droit international, particulièrement la souveraineté des Etats, condition préalable à l'épanouissement des démocraties. Elle l'invite à prendre toute initiative diplomatique ou citoyenne en ce sens, ou à s'y associer.

Commentaire : la motion « Pour la paix » s'apparente à un reniement de ce que furent les valeurs du Réseau Voltaire depuis sa création, concernant la défense de toutes les libertés, des droits de l'homme partout et pour tous, au profit d'une approche exclusivement centrée sur la lutte contre les Etats-Unis, sans compter l'appel à la France, à la Chine et à la Fédération de Russie, qui en matière d'impérialisme et de droits de l'homme en connaissent un rayon. Exit les massacres des Tchétchènes, Tien an men, le génocide du Rwanda. Vivement la démultiplication des liens avec les services secrets d'un peu partout, sans oublier les dictatures du Proche Orient !

Annexe II

Déclaration de Gilles Alfonsi, au nom du Parti communiste français, lors de l'Assemblée générale du Réseau Voltaire du 26 février 2005.

« J'interviens au nom du Parti communiste. Lors du dernier Conseil d'administration le 18 décembre et par lettre au Président le 29 décembre, j'ai exprimé **un point de vue fermement critique** sur les orientations qui se dessinent pour le Réseau Voltaire.

J'avais notamment abordé deux points :

Premièrement, la question des alliances. Deux positions opposées se sont exprimées. La première considère que, face à l'empire américain, dans la situation actuelle, il faut unir toutes les résistances au-delà des frontières idéologiques et des clivages traditionnels. Bruno Drweski a clairement évoqué « la résistance irakienne », citant les convergences entre les anciens baasistes, les communautés religieuses, certains communistes irakiens etc. Dans cette option, il y a d'un côté les Etats-Unis, de l'autre les peuples et les autres Etats (du moins ceux qui ne sont pas dans la coalition américaine).

Le même Administrateur m'écrit que le Réseau doit « prendre les informations partout là où on peut les prendre » et que « s'il y a des convergences tactiques tant mieux... ». Pour lui, lorsque j'émet « des doutes sur des alliances politiques douteuses » j'ai « raison » « mais en politique on fait avec ce qui existe, sinon c'est de l'idéalisme ». Il confond le travail de type journalistique, l'investigation, et le combat politique alors que je pense pour ma part indispensable de les distinguer résolument.

La seconde position est celle que j'ai défendue : toutes les convergences ne sont pas souhaitables, les frontières et les clivages idéologiques ne disparaissent pas dans la situation actuelle ; les alliances du Réseau Voltaire doivent être choisies avec des critères éthiques et politiques.

En fait, dans la situation actuelle, les affrontements idéologiques et stratégiques doivent permettre des convergences sur la base du partage de valeurs essentielles ; lorsque d'anciens clivages sont dépassés – pourquoi pas –, cela ne peut être pour en rabattre sur celles-ci. **Je m'oppose – et il n'y a aucun doute que la direction du PCF a cette position – à une convergence des forces antagonistes contre « Satan »,** notamment parce qu'elle annulerait tout espoir de construction positive d'un autre avenir.

J'avais souligné la nécessité d'établir les critères à partir desquels des partenariats pourraient être établis avec les forces qui, de par le monde, luttent contre la domination militaire et politique des faucons américains, mais aussi contre tous les impérialismes. Cette proposition n'a pas eu de suites.

En second lieu, la question des financements. Là aussi, deux positions s'opposent radicalement. La première consiste à dire que, dans les conditions actuelles (la résistance est difficile), l'argent étant le « nerf de la guerre », comme cela a été dit le 18, les forces qui veulent marquer des points ne peuvent choisir leurs moyens. A partir de là, une rhétorique peut se mettre en place sur le thème de l'indépendance, de l'absence de contreparties, de la diversification des ressources qui seraient une garantie etc.

J'ai représenté au Conseil d'administration un Parti Communiste qui sait de quoi il parle, vu son histoire, quand il affirme que ce sont-là des balivernes. Il faut avoir une vision naïve de la politique des Etats, et au Réseau Voltaire nous ne sommes pas naïfs sur ce genre de question – pour envisager que des Etats puissent par sympathie se trouver généreux, sans sérieuses contreparties.

* * *

Les propositions de modification des statuts et de motions qui ont été adressées avec l'invitation à cette Assemblée générale, confirment l'orientation proposée.

Pour le Parti communiste, la modification des statuts envisagée est rédhibitoire. Je l'avais dit au Conseil d'administration du 18 décembre : on ne demande pas à une organisation de participer à un Conseil d'administration en abdiquant de son droit de vote. Je ne sais quelle organisation pourrait accepter le statut d'organisation associée tel qu'il est proposé.

Second problème majeur concernant la proposition de modification des statuts : comment une organisation pourrait-elle accepter le verrouillage absolu du fonctionnement proposé, l'enjeu de prévenir toute tentative d'entrisme pouvant aisément être prévenu par d'autres moyens, notamment par le parrainage systématique des adhérents.

Les questions stratégiques sont elles aussi rédhibitoires. Il en est ainsi du désaccord concernant la motion sur la paix. Le désaccord ne porte pas sur le tournant majeur de 2001, sur la conscience de l'extrême gravité de la politique américaine. Il porte sur la nécessité de combattre l'impérialisme américain et son hégémonie ET tous les impérialismes.

Je ne crois pas que Monsieur Poutine sera un bon allié de la cause anti-impérialiste, ni de la cause des Droits de l'Homme. Je ne compte pas non plus sur la Chine, ni sur Monsieur Chirac.

Le désaccord est total sur la nécessité de choisir ses alliances et, par exemple, le Parti communiste ne s'alliera jamais avec des intégristes islamiques, des antisémites ou des baasistes pour faire la peau aux GI's en Irak.

Pour le Parti communiste, adhérer au Réseau Voltaire n'a eu de sens que dans un positionnement global contre toutes les dominations et toutes les aliénations. Je réfute donc le centrage sur tel ou tel enjeu qui l'importerait sur tous les autres.

Toutes les raisons que je viens d'évoquer disent en fait que la fin – mais quelle fin positive ? – ne justifie pas l'utilisation de n'importe quels moyens.

*Elles me conduisent à annoncer aujourd'hui, la rage au ventre, que **le Parti communiste ne renouvellera pas son adhésion au Réseau Voltaire.** »*

Annexe III

Après avoir témoigné en faveur de Robert Faurisson, attaqué en justice par le MRAP et la LICRA, le sociologue Claude Karnoouh (CNRS) justifiait sa position dans le livre collectif, *Intolérable intolérance* (Editions la Différence) aux côtés de son ami Serge Thion, chercheur au CNRS lui aussi, qui sera révoqué en novembre 2000 pour activisme négationniste avant d'être condamné pour contrefaçon. Dans le même temps, Claude Karnoouh déclarera au journal *Le Monde* : « *Je crois effectivement que les chambres à gaz n'ont pas existé* ». Quelques années plus tard, il parviendra à collaborer à la revue *La Nouvelle Alternative*, mais son passé de militant

négationniste fera des vagues. Le chercheur Arthur Gordon protestera ainsi en septembre 1989 contre la présence d'un soutien de Robert Faurisson dans le numéro 14 de la publication. Claude Karnoouh lui répondra :

« S'il est vrai qu'à un certain temps j'ai, comme Noam Chomsky, plaidé pour la liberté d'expression contre les procès d'opinion pour quelqu'un dont je ne partageais pas l'essentiel des opinions (quoi qu'il en dise aujourd'hui) il est faux, voire mensonger d'affirmer que dans le long essai que j'ai écrit à cette occasion, De l'intolérance, et que votre lecteur rappelle, j'ai pu, à un moment quelconque, nier le génocide des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ».

Le vent avait tourné, et Claude Karnoouh avait besoin de respectabilité pour se maintenir solidement à son poste de chercheur rétribué par l'Etat.

Ainsi, pour lui, nier l'instrument de l'extermination, les chambres à gaz, n'était pas nier le massacre intentionnel et planifié. Il s'attachait donc à démontrer que les déportés raciaux étaient morts d'épuisement, de maladie. Un ancien organisateur des rafles aura cette phrase lapidaire pour dire le fond de sa pensée : « A Auschwitz, on n'a gazé que de poux ». Et comme tant d'autres personnes embarquées dans l'offensive faurissonienne, Claude Karnoouh passera à la deuxième phase du processus : la négation de sa propre histoire.

Les extraits publiés ci-dessous montrent avec qui ont décidé de s'allier ceux qui ont tué le Réseau Voltaire.

« De l'intolérance et quelques considérations subjectives sur le nationalisme »

Mémoire adressé à mes amis sur les raisons de mon témoignage

lors du procès du professeur Robert Faurisson.

Par Claude KARNOOOUH

« En un temps où les passions aveugles de l'intolérance emportent et balayent les propositions de la raison, où le savoir-spectacle des media tient lieu d'interrogation fondamentale, où les clercs préfèrent le star-system au modeste succès des travaux sérieux, j'ai pris la décision -- une fois n'est pas coutume -- de livrer au public des arguments que j'avais, jusqu'alors, réservés aux débats de ma vie privée. Voici bientôt un an, j'avais écrit au journal *Le Monde* pour faire part de mon étonnement sur la manière dont il traitait l'affaire Faurisson ; il me semblait, en effet, que les comptes-rendus et les articles de ce journal étaient empreints d'une partialité dommageable à la compréhension de la déportation et du massacre des juifs pendant la Seconde guerre mondiale. De plus, cette partialité n'affectait pas uniquement l'interprétation des faits, elle touchait aussi les positions de certains défenseurs de Robert Faurisson, en particulier Noam Chomsky et Serge Thion. A ma grande surprise, il me fut répondu que le débat était clos, qu'il n'était plus possible de contester aucun des résultats établis par l'historiographie officielle, hormis quelques points d'intérêt mineur, que tout doute mettant en cause le credo établi par les associations patentées de l'establishment juif était tout simplement antisémite. (...)

L'affaire Faurisson, c'est, en premier lieu, la volonté de trois associations, la L.I.C.R.A., le M.R.A.P. et l'Amicale des déportés d'Auschwitz, qui, épousant totalement les thèses sionistes, accusèrent Robert Faurisson de "diffamation envers le peuple juif".

Il s'agit d'une réponse judiciaire à une phrase, aujourd'hui célèbre, prononcée par Faurisson devant les micros d'Europe 1 en réponse à une interview d'Ivan Levai : “Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des Juifs forment un seul et même mensonge historique, qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'Etat d'Israel et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand--mais non pas ses dirigeants--et le peuple palestinien tout entier.” (...)

Quant à moi, je ne saisis pas la différence qu'il y aurait entre les souffrances dues aux chambres à gaz, vraies ou fausses (c'est par ailleurs un moyen légal d'exécution aux U.S.A.), et l'incommensurable répétitivité de la déchéance physique due au travail esclave. Comment les sionistes ont-ils le cynisme de surévaluer la mort par les gaz (si elle eût lieu) par rapport au sort effroyable de ceux qui s'épuisaient journallement dans les souterrains de Dora, dans les carrières, ou à construire des routes stratégiques. Sous-alimentés pour ne pas dire affamés, sans aucune aide médicale, par tous les temps, si contrastés en Europe orientale, ils assuraient une part non négligeable de la logistique guerrière allemande comme, à quelques milliers de kilomètres vers l'Orient, leurs frères du Goulag soviétique participaient, eux aussi, à l'effort de guerre russe. L'univers concentrationnaire demeurera l'une des grandes inventions de la modernité politique et économique de l'Occident pour trouver une main-d'oeuvre à la fois soumise (pas de syndicats ou de revendications salariales) et pour un temps inépuisable. (...)

Or les bonnes âmes qui s'étonnent de la mort de si nombreux enfants devraient se souvenir que l'industrialisation de l'Europe occidentale s'est faite aussi avec le travail et l'exploitation massive des enfants. Pourquoi une économie de guerre, en mal de bras se serait-elle privée de cette force de travail peu efficace mais gratuite ou presque ? S'il s'agissait pour ces bonnes âmes de dénoncer ce retour à la barbarie d'une ampleur sans précédent en raison des technologies mises au service de la mort, je me joindrais à leur chœur. Mais comment peuvent-elles convaincre de leur bonne foi lorsqu'elles instaurent une iniquité essentielle en proclamant une différence ontologique entre les souffrances endurées par les enfants juifs et celles subies par les enfants russes, serbes, grecs... et allemands. J'ajouterai encore, pour faire bonne mesure, que tous les Etats qui se prétendent démocratiques n'ont jamais hésité à employer à vil prix le travail des enfants dans leurs colonies, ou dans les Etats du tiers-monde qui leur sont présentement soumis. Qui n'a entendu parler de ces prostituées de dix ou douze ans qui sont offertes en Thaïlande, au Brésil, à Saint-Domingue ! La différence permet une fois encore de faire fonctionner les deux poids et les deux mesures au plus grand bénéfice des sionistes, et de leurs alliés. (...)

Si j'ai des réserves ou même de franches oppositions avec Faurisson, elles ne concernent pas les arguments techniques qu'il fournit pour démontrer l'inexistence de chambres à gaz mais deux problèmes interdépendants: son estimation du nombre des victimes et son interprétation du nazisme

Claude Karnoouh n'est pas un inconnu pour la rédaction d'*Amnistia.net*, et nous publions ci-dessous trois articles prélevés dans nos archives qui ne laissent aucun doute sur la trajectoire de ce chercheur au CNRS.

Après Garaudy, un chercheur au CNRS, soutien de Faurisson en 1981, accueilli par l'Harmattan

Cet article a été publié dans notre édition en ligne le 4 octobre 2000

En juin 2000, les éditions l'Harmattan publiaient un ouvrage *XXI^e siècle, suicide planétaire ou résurrection*, en « oubliant » de porter le nom de son auteur principal sur la couverture. Il s'agissait de Roger Garaudy dont la Cour de Cassation vient, le 12 septembre 2000, de confirmer la condamnation pour contestation de crimes contre l'humanité et provocation à la haine raciale après la parution de son précédent livre (orné de son nom en page de couverture) chez les activistes négationnistes de La Vieille Taupe.

Au printemps 2000, de manière toute aussi discrète, les éditions de l'Harmattan inscrivait à leur catalogue un autre ouvrage sur le troisième millénaire, *Postcommunisme fin de siècle, essai sur l'Europe du XXI^e siècle* dans leur collection Aujourd'hui l'Europe. L'auteur, Claude Karnoouh, n'est pas un inconnu pour qui s'intéresse à l'offensive menée depuis plus de vingt ans par les négateurs de l'histoire. Il fut même, au début des années 80, au premier rang de ceux qui permirent à Robert Faurisson de forcer la porte des médias en mettant leur réputation, leurs titres, au service du discours antisémite.

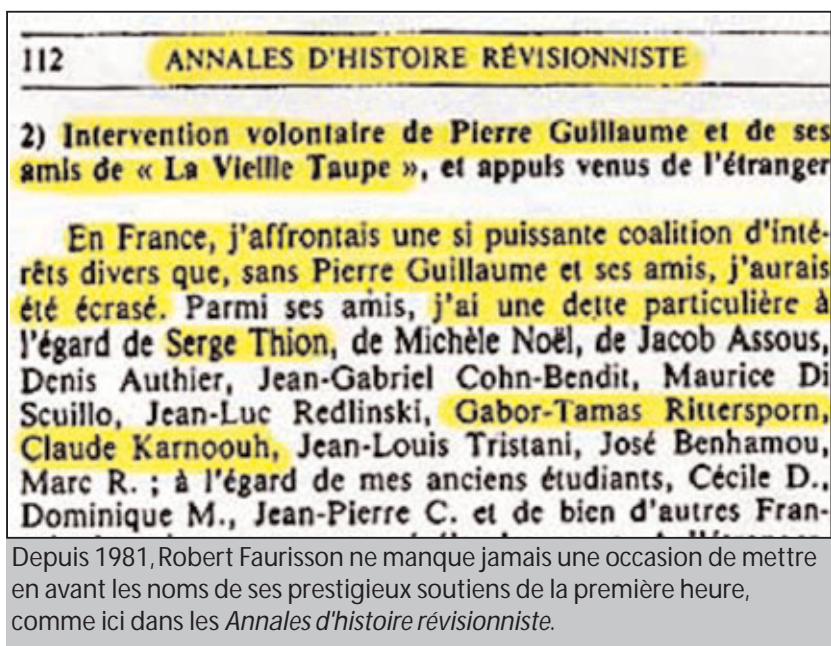
Le 17 décembre 1980, Robert Faurisson déclarait au micro d'Europe 1: « *Le génocide des juifs, un mensonge ! Les chambres à gaz, une escroquerie politico-financière* », ce qui lui valait d'être traîné en justice par le Mrap, la Licra et l'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Silésie. Le 25 juin 1981, c'est avec stupeur que le public présent dans la salle d'audience de la dix-septième chambre correctionnelle entendit Claude Karnoouh, témoin de Robert Faurisson décliner son titre de chercheur au CNRS et déclarer :

« *Je crois qu'effectivement les chambres à gaz n'ont pas existé ; un certain nombre de vérités de l'histoire officielle ont fini par être révisées. Je ne connais que les pays totalitaires où on dise qu'une vérité historique est éternelle* ».

Par la suite, Claude Karnoouh signera *Intolérable Intolérance* à la Vieille Taupe en collaboration avec l'avocat d'extrême-droite Eric Delcroix, candidat du Front National aux législatives et défenseur régulier des négationnistes français. On retrouvera régulièrement sa signature dans *Krisis*, la revue de la Nouvelle-Droite d'Alain de Benoist, et il donnera une copieuse interview à Charles Champetier pour le numéro 83 d'octobre 1995 du mensuel néo-fasciste *Éléments*.

Robert Faurisson ne manquera pas de souligner, dans le numéro 7 des *Annales d'histoire révisionniste*, ce qu'il doit à des gens comme Claude Karnoouh, Serge Thion, Gabor Tamas Rittersporn (tous trois chercheurs au CNRS), sans lesquels il aurait été, selon ses propres termes, « écrasé ».

A quand une collection « Vieille Taupe » à l'Harmattan?



La direction du CNRS était au courant depuis 18 ans de la présence de chercheurs négationnistes

Par Enrico Porsia

Cet article a été publié dans notre édition en ligne le 6 juin 2000

« Je ne me suis jamais présenté comme un fils de la Shoah mais cette histoire a réactivé tout le passé ». Sami Dassa, sociologue, chercheur au CNRS, a les larmes aux yeux quand il raconte. « En 1982 j'ai appris que Gabor Rittersporn, un attaché de recherche au CNRS à la section d'histoire qui s'était porté en justice, au même moment, aux côtés du négationniste Robert Faurisson, avait demandé d'intégrer notre section de sociologie. Recommandé par le professeur Hélène Carrère d'Encausse, aujourd'hui membre de l'Académie Française, son transfert avait été voté à la quasi-unanimité par la commission de sociologie du CNRS. J'ai réagi immédiatement en alertant le directeur général. Dans ma lettre j'attirais son attention sur le fait que Gabor Rittersporn était connu comme l'un des co-responsables de la publication du livre de Serge Thion *Vérité historique ou vérité politique ?*. Je ne pouvais pas accepter l'idée que l'équipe de sociologues du CNRS puisse se faire complice des thèses néo-nazies de Faurisson en intégrant dans notre unité de recherche un de ceux qui avaient soutenu ce négationniste. A l'époque, je ne réclamaient même pas de sanctions à son égard. Je croyais simplement que notre communauté scientifique se serait honorée à ne pas accueillir les falsificateurs de l'histoire à bras grands ouverts. Je ne pouvais pas accepter l'idée que l'on puisse refuser la réalité de leur mort à mes parents, déportés de France et tués dans le camp d'extermination d'Auschwitz en 1942, après qu'on leur ait refusé le droit de vivre. J'ai envoyé ma lettre le 24 mai 1982. A ce jour, je n'ai toujours pas eu de réponse. Je pensais néanmoins être soutenu par mon syndicat, le Sgen-Cfdt. Mais j'ai vite compris que je ne pouvais compter sur aucune institution : mon syndicat était plus préoccupé de sauver la place d'un collègue, malgré son soutien au négationniste Faurisson, plutôt que d'avoir le courage de s'opposer à des thèses inadmissibles ».

Quelques jours plus tôt, Dominique Schnapper, directeur d'Etudes à l'E.H.E.S.S. (Ecole des hautes études en sciences sociales) avait adressé sa lettre de démission au directeur général du CNRS. Voici ses raisons : « Monsieur Rittersporn a écrit qu'il était "collaborateur" et "responsable" d'un livre publié sous la signature de Serge Thion (*Vérité historique ou vérité politique ?* p.7) qui, après une préface de Serge Thion, rassemble des textes et des interviews de M. Faurisson, démontrant la non-existence des chambres à gaz pendant la deuxième guerre mondiale ».

En juin 1983, la présidente de la section de sociologie, Madame Sabine Erbes Seguin, demandait un rapport à un groupe de chercheurs sur les activités négationnistes au sein de l'institution scientifique. Voici ce qu'on peut y lire : « Ne faut-il pas renvoyer les trois intéressés (Thion, **Karnoouh** et Rittersporn) devant la direction du CNRS et laisser celle-ci seule juge de l'attitude à adopter du point de vue de la promotion et de la réévaluation de ces dossiers puisque MM Thion, **Karnoouh** et Rittersporn se présentent devant les tribunaux en qualité de chercheurs au CNRS. (...) La proposition de blâme aux intéressés est une possibilité. Mais (...) elle donnerait aux intéressés l'occasion de montrer qu'ils sont professionnellement persécutés ; or c'est en partie contre ce risque qu'ils se sont portés intervenants aux côtés de M. Faurisson devant le tribunal de grande instance de Paris (jugement du 1^{er} juillet 1981). Par contre, si la commission de sociologie ne souhaite ni punir, ni rester indifférente, et si elle souhaite s'exprimer de façon concrète, elle peut faire pression sur le CNRS pour attribuer 3 postes nouveaux à des jeunes postulants à la recherche désireux de se rendre utiles sans se singulariser juridiquement; MM Thion, **Karnoouh** et Rittersporn relevant désormais alors directement pour leur carrière de l'administration du CNRS ».

Les années passèrent et les directeurs du CNRS se succédèrent. Quant aux faussaires de l'histoire ils ne furent jamais inquiétés. Bien au contraire... La ligne de conduite du CNRS resta immuable dans sa continuité : l'indifférence était de rigueur.

Pourtant, qui pouvait affirmer ne pas avoir été au courant ?

En juillet 1997, par exemple, l'association des utilisateurs d'internet (AUI), animée par la chercheuse du CNRS Meryem Marzouki, refusa ainsi la demande d'adhésion présentée par Serge Thion en affirmant « son opposition aux

thèses négationnistes et a leurs tenants ».

Madame Catherine Bréchnignac dirige le CNRS depuis l'automne 1997. A la suite de notre dernier article, où nous la mettons nommément en cause, elle a décidé de se confier (jusqu'a ce jour) à un seul journaliste, Sylvestre Huet du quotidien *Libération* auquel elle déclare : « Je n'accuse pas Serge Thion, je souhaite demander à la justice de déterminer s'il a, en tant que chercheur CNRS, publié des textes négationnistes ».

Nous nous permettons de souligner que, depuis la lettre envoyée par Sami Dassa au directeur général de l'époque, et toujours sans réponse, 18 ans se sont écoulés.

Combien de temps faudra-t-il à la direction du CNRS pour définir Serge Thion pour ce qu'il est : un négationniste notoire !

Rouges-Bruns : une nouvelle passerelle, via Bagdad...

Par Didier Daeninckx

Cet article a été publié dans notre édition en ligne le 30 juin 2003

« **H**ors de tous les conformismes de droite et de gauche, uniquement soucieux de l'unité nationale, fidèle aux traditions, adversaires des privilèges, défenseurs des libertés, nous voulons un gouvernement qui gouverne et une république qui ne fasse plus rire d'elle. Et nous appelons tous les Français, sans distinction de classe ou d'opinion, à participer à ce bon combat ».

Un lecteur pressé pourrait facilement attribuer cette envolée à Jean-Pierre Chevènement, leader de l'ex-sangue coalition rose-marron. En fait, elle date de 1951, et figure, sous la signature de Jacques Isorni, défenseur du maréchal Pétain, dans le journal *Unir* dont le rêve était, déjà, de trouver des lieux de convergences entre anciens collaborateurs et anciens résistants.

Il leur faudra attendre près d'une quarantaine d'années pour qu'une opération d'envergure puisse être menée, prenant sa source dans l'effondrement du bloc communiste et la désintégration d'une Yougoslavie minée par l'ultra-nationalisme. Les vecteurs de cette alliance en formation furent constitués, en France par deux journaux, *l'Idiot International* de Jean-Edern Hallier et l'hebdomadaire communiste *Révolution*. On se souvient que des dirigeants de la presse du Front National pouvaient alors s'inviter au siège du PC, rue Lafayette, et participer à l'élaboration de feuilles à caractère antisémite comme *La Lettre écarlate*. Ainsi que le révèle même Sarah Wajda dans la biographie critique qu'elle vient de consacrer à Jean-Edern Hallier, un membre éminent du Bureau Politique du PC s'était retrouvé à dîner, place des Vosges chez le directeur de *l'Idiot International*, avec Alain Sanders, patron de *National-Hebdo*.

Le scandale provoqué par une réunion commune des intellectuels du PC et de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist, à la Mutualité, mettait en lumière les nombreuses connexions existant entre des journalistes de *Révolution*, de *l'Humanité* et de l'appareil « presse-édition » du PC avec les néo-fascistes de la Nouvelle-Droite. C'est paradoxalement Georges Marchais qui, à l'époque, mît fin à ces alliances en gestation après la publication d'une série d'articles circonstanciés dans *Le Canard Enchaîné* et *Le Monde*.

La nébuleuse avait repris de la surface quelque temps plus tard, en 1999, initiant une pétition dont le titre pouvait rassembler très large: « Non à la guerre ». Il s'agissait en fait d'un soutien déguisé à la Serbie de Milosevic dont pas un mot ne condamnait la politique d'épuration ethnique. Le gros de la troupe des premiers signataires était constitué par les habitués de la Nouvelle Droite dont Alain de Benoist, Guillaume Faye, Jean Mabire, Laurent Ozon, Charles Champetier, le général Pierre-Marie Gallois etc... On trouvait, déjà, la fausse écolo Ginette Skandrani, le pasquaïen futur ex-chevènementiste Paul-Marie Couteaux, Patrick Besson, Gilles Perrault qui finit par se récuser tout comme la fine fleur de l'hebdomadaire *Marianne*, Jean-François Kahn et Philippe Cohen en tête. Noam Chomsky s'associait lui à l'opération par le biais d'un article donné au journal faisant la promotion de l'appel.

A ceux, de gauche, qui minimisaient le poids de leur présence sur une liste drivée par l'extrême droite, le critique Patrick Kéchichian avait répondu par anticipation dans un article de Art-Press intitulé « Signer est un acte ». Il évoquait alors les participations « d'hommes de gauche » tels Jean Baudrillard, Jean-François Kahn (*L'Événement du Jeudi*) ou Bernard Langlois (*Politis*) à la revue *Krisis* d'Alain de Benoist :

« Mais non, il faut encore s'attarder, expliquer, souligner qu'un ennemi est un ennemi, qu'une signature est une signature, que signer est un acte, une caution donnée à toutes les pages brochées ensemble d'une publication et à tout l'entour idéologique de celle-ci, qu'une revue dirigée par un homme qui prend ses aises à l'extrémité de la droite n'est pas une revue neutre et sans saveur, que la confusion sert celui qui l'entretien ».

En introduction, Patrick Kéchichian posait la question : « N'ont-ils donc rien appris, rien compris ? Le fascisme, pour eux, commence-t-il au seuil de ce théâtre où des jeunes gens en chemises sombres envahissent la scène, courant en tout sens, brassards au bras, bottes aux pieds, invectives aux lèvres, criant de haine ? L'idée de ruse et de duplicité, du remodelage des anciennes et canoniques figures, des leçons, là, bien prises à l'histoire, des relais cachés, des sourires enjôleurs, du brouillage des frontières, du poison qui n'a ni goût ni apparence, qui s'insinue cependant, qui agit et se répand, contamine... tout cela n'a-t-il aucune chance de leur traverser l'esprit, de s'y arrêter un instant ? »

Il semble bien, hélas, que pour certains, l'expérience ne compte pas. Actuellement, circule sur Internet un nouvel appel composé dans les mêmes officines que les précédents. Et force est de constater que la ruse, même grossière, est toujours aussi efficace dès lors que l'on s'adresse à un personnel politique aveuglé par le ressentiment.

Cette fois, la Nouvelle-Droite fait dans l'humanitaire. Elle réclame la libération d'un pauvre homme « victime » de deux alertes cardiaques. Il s'agit ni plus ni moins de Tarek Aziz, le numéro deux du régime dictatorial irakien. Un homme qui du temps de sa splendeur n'a pas eu un mot de condamnation quand son maître, Saddam Hussein, gazait les populations kurdes, exécutait les chiites rebellés par centaines de milliers.

Pour une telle cause qui ignore superbement les souffrances d'hier et d'aujourd'hui du peuple irakien, c'est par dizaines que l'extrême droite la plus rancie se lève. On trouve ainsi sur la liste diffusée par les Amitiés franco-irakiennes :

- Didier Julia, député UMP de Seine-et-Marne,
- Gilles Munier, ancien militant national-révolutionnaire, fondateur des amitiés franco-irakiennes en compagnie de Jean-Pierre Chevènement, et agent littéraire de Saddam Hussein,
- Paul-Marie Coûteaux, souverainiste pasquaïen et chevènementiste hôte régulier des banquets de l'Action Française,
- Michel Lelong, ami indéfectible de Roger Garaudy

• **Le général Pierre-Marie Gallois, ponte de la revue *Éléments* de Alain de Benoist, préfacier du secrétaire général du PC russe Ziouganov,**

- Isabelle Coutant-Peyre, avocate de Garaudy, et du terroriste antisémite Carlos qu'elle a épousé en prison,
- Jean-Pierre Lussan, élu régional, membre du conseil national du MNR de Bruno Mégret,
- Jean-Paul Cruse, ancien journaliste à *Libération* et collaborateur du capitaine Paul Barril, auteur d'un article de *l'Idiot International* titré « Vers un Front National » dans lequel il prônait l'alliance des communistes souverainistes, des pasquaïens, des chevènementistes et des mégrétistes,

• **Claude Karnoouh, chercheur au CNRS, collaborateur régulier de *Krisis* et d'*Éléments*. Le 25 juin 1981, il déclarait devant la 17^e chambre correctionnelle où était jugé Robert Faurisson : « Je crois en effet que les chambres à gaz n'ont pas existé : un certain nombre de vérités de l'histoire officielle ont fini par être révisées ».**

- Pierre-Henri Bunel, commandant de l'Armée de terre, officier de renseignement, condamné en décembre 2001 pour "trahison" au profit des Serbes de Milosevic. Aujourd'hui pseudo-analyste militaire,

on retrouve souvent sa prose sur le site des Identitaires (ex-Unité Radicale)

- Jean-Loup Izambert, journaliste proche du PC. Il vient de faire paraître aux éditions Carnot un ouvrage dans lequel il expose favorablement, sans présenter sa source, les analyses de Christian Bouchet, fondateur du réseau néo-fasciste Unité Radicale.

- Mondher Sfar, dont on retrouve une contribution dans une publication négationniste, la Revue d'histoire révisionniste.

Cette énumération est assez éloquente, et il suffit de faire une recherche basique sur n'importe quel logiciel pour trouver ces informations.

On peut donc présumer que lorsque le député chevémentiste Sami Naïr laisse circuler son nom au bas de cette pétition, il le fait en toute connaissance de cause et ne redoute pas d'être sur la photo. De même qu'Amaury Couderc qui se présentait sous les couleurs de l'Alliance Rouge et Verte (Arev) avec le soutien de la LCR. Même chose pour Pierre Lévy, animateur d'une Fondation qui avait usurpé le nom de l'historien Marc Bloch, et éphémère candidat à la candidature contre Robert Hue. Le courant de la Gauche communiste dirigé par Jean-Jacques Karman est représenté par Patricia Latour, conseillère municipale communiste, opposante résolue au rénovateur Jack Ralite en Seine-Saint-Denis.

Le nom mis en avant pour faire signer les communistes orthodoxes est celui d'André Gerin, maire de Vénissieux et député PC du Rhône. Contacté par la rédaction d'*Amnistia.net*, il déclare ne pas avoir signé le texte. Pourtant, des appels à l'approbation de cette pétition de la Nouvelle-Droite émanent d'une section « Politique Extérieure » dite (Pollex) du groupe des « Rouges-Vifs », structure d'oppositionnels qui n'est pas inconnue de Pierre Lévy et d'André Gerin.

Une bourde de camarades trop sensibles, au cœur attendri par le sort du numéro deux du régime irakien ?

La Nouvelle-Droite qui a été le laboratoire idéologique du Front National, avant de parier sur le courant païen mégretiste, a besoin aujourd'hui de reconquérir de la surface politique. Elle claudique, mais il se trouve toujours, sur son chemin, des « idiots utiles » pour lui servir de béquilles.

Amnistia.net-Les enquêtes interdites – journal édité par Amnistia.net, SARL de presse au capital de 3200 eur

111, rue Ordener 75018 Paris – RCS Paris B 432 308 849 – directeur de la publication : Corrado Balocco – ISSN : 1624-7671. ©*amnistia.net* 2004

Abonnements

Par carte bancaire sur notre site web (<http://www.amnistia.net>). Par chèque : remplissez le bulletin ci-dessous

Bulletin d'abonnement

à nous faire parvenir avec votre règlement par chèque à l'ordre de *amnistia.net*
Je souhaite m'abonner au site *amnistia.net* et à la revue *Les enquêtes interdites*

abonnement annuel au site *amnistia.net* et à notre revue *Les enquêtes interdites* (12 numéros par an) en format PDF : 50 euros

abonnement de trois mois au site et à notre revue en format PDF : 18 euros

nom prénom

adresse

.....

code postal ville pays

e-mail

***amnistia.net* – 111 rue Ordener – 75018 Paris – mail : redaction@amnistia.net**

Toutes les informations sont obligatoires. Les informations qui vous concernent sont destinées à Amnistia.net, dans le but de vous inscrire sur notre liste d'abonnés. Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (art. 34 de la loi « Informatique et Libertés »). Pour l'exercer, adressez vous à : Amnistia.net, 111 rue Ordener, 75018 Paris, mail : redaction@amnistia.net.